



**PREFET  
DU FINISTÈRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la coordination  
des politiques publiques  
et de l'appui territorial**

Bureau des installations classées  
et des enquêtes publiques

**N°23/2023 E**

Arrêté préfectoral du **24 MARS 2023**  
modifiant l'arrêté préfectoral d'enregistrement n°62-2016/E du 17 juin 2016,  
relatif à l'extension et la mise à jour du plan d'épandage de l'élevage porcin  
exploité par l'école d'agriculture Le Nivot  
au lieu-dit Le Nivot sur la commune de LOPEREC

**LE PREFET DU FINISTERE**  
Officier de la Légion d'honneur

**VU** le code de l'environnement et notamment les titres 1er du Livre II et du Livre V (parties législative et réglementaire), avec en particulier ses articles L. 512-7 à L. 512-7-7 et R. 512-46-1 et suivants concernant l'enregistrement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 modifié, relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;

**VU** l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre des rubriques n°s 2101, 2102 et 2111 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°2009- 1859 du 1<sup>er</sup> décembre 2009 relatives aux périmètres de protection rapprochée A et B du captage du Nivot ;

**VU** l'arrêté préfectoral régional du 2 août 2018 modifié établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

**VU** le règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie approuvé par l'arrêté préfectoral n° 2017079-0002 du 20 mars 2017 ;

**VU** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Philippe MAHÉ en qualité de préfet du Finistère ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 29-2023-03-16-00005 du 16 mars 2023 donnant délégation de signature à M. Christophe MARX, secrétaire général de la préfecture du Finistère ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°6/2005 AE du 4 janvier 2005 complété par l'arrêté préfectoral n°74/2009 AE du 23 avril 2009 autorisant l'école d'agriculture Le Nivot à exploiter un élevage porcin au lieudit Le Nivot à LOPEREC et bovin au lieudit Coat Rusquec à LOPEREC ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°62-2016/E du 17 juin 2016 enregistrant les installations de l'élevage porcin situé au lieudit Le Nivot en LOPEREC et bovin situé au lieudit Coat Rusquec en LOPEREC, exploitées par l'école d'agriculture Le Nivot ;

**VU** la demande présentée le par l'école d'agriculture Le Nivot pour l'enregistrement de ses installations dans le cadre de l'extension de l'élevage porcin et mise à jour du plan d'épandage ;

**VU** le dossier technique annexé à la demande ;

**VU** le courrier de demande de complément adressé au pétitionnaire le 19 juillet 2022 ;

**VU** le complément de dossier déposé le 11 octobre 2022 ;

**VU** le rapport n°2023/018738 et les conclusions de l'inspecteur de l'environnement spécialité installations classées (DDPP) en date du 17 mars 2023 ;

**VU** les autres pièces du dossier ;

**CONSIDERANT** les éléments techniques du dossier ;

**CONSIDERANT** qu'il apparaît, au terme de la procédure d'instruction, que la demande présentée par le pétitionnaire n'est pas de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés par l'article L511-1 du code de l'environnement et que les installations ne présentent pas de dangers ou inconvénients, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, l'agriculture, la protection de la nature, de l'environnement et des paysages ;

**SUR PROPOSITION** de M. le secrétaire général de la préfecture du Finistère ;

## **ARRÊTE**

**ARTICLE 1 : L'article 1.2.1 du chapitre 1.2 du Titre 1 de l'arrêté préfectoral d'enregistrement n°62-2016/E du 17 juin 2016 est modifié comme suit :**

*Article 1.2.1 : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées*

<b>Rubrique</b>	<b>Libellé de la rubrique (activité)</b>	<b>Volume de l'activité</b>	<b>Régime (*)</b>
2102	Porcs (activité d'élevage, vente, transit, etc., de) à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3660 :  1. Installations détenant plus de 450 animaux équivalents	1 562 animaux-équivalents répartis comme suit : 120 porcs reproducteurs 1 072 porcs de plus de 30 kg (hors reproducteurs) 650 porcs de moins de 30 kg	E

(\*) E enregistrement

## **ARTICLE 2 : Arrêtés ministériels de prescriptions générales et/ou autres textes en vigueur s'appliquant à l'installation**

S'appliquent à l'installation les prescriptions du texte mentionné ci-dessous :

- prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'enregistrement sous la rubrique 2102-1 (élevages de porcs de plus de 450 animaux-équivalents) : arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié.
- prescriptions de l'arrêté préfectoral n°2009- 1859 du 1<sup>er</sup> décembre 2009 relatives aux périmètres de protection rapprochée A et B du captage du Nivot.

## **ARTICLE 3 : Mesures de publicité**

En vue de l'information des tiers :

- Une copie de l'arrêté d'enregistrement est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée ;

- Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

- L'arrêté est publié sur le site Internet des services de l'Etat dans le département où il a été délivré, pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

## **ARTICLE 4 : Délais et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au tribunal administratif de RENNES par voie postale ou par l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet <https://www.telerecours.fr> :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification de l'arrêté ;

2° Par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la dernière formalité de publicité accomplie : publication sur le site Internet des services de l'Etat dans le Finistère ou affichage en mairie.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet du Finistère ou hiérarchique auprès du ministre de la transition écologique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

## ARTICLE 5 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Finistère, le sous-préfet territorialement compétent, le maire de la commune d'implantation de l'élevage, les inspecteurs de l'environnement, spécialité installations classées pour la protection de l'environnement (direction départementale de la protection des populations), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Quimper, le 24 MARS 2023

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général



Christophe MARX

### Destinataires :

- Sous préfecture CHATEAULIN
- Mairie de LOPEREC
- Direction départementale de la protection des populations (service environnement)
- Direction départementale des territoires et de la mer
- Ecole d'agriculture Le Nivot – Le Nivot - LOPEREC